

## SMIRTOM

du SAINT-AMANDS

Extrait du registre des délibérations

Comité syndical du 8 octobre 2013

L'an deux mil treize, le 8 octobre à 9 heures 30, le comité syndical du SMIRTOM du Saint-Amands s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard JAMET, Président.

Date de la convocation : 27 septembre 2013

Nombre de membres : Nombre de délégués : 33

Présents : 21

Pouvoirs : 2

Absents, excusés : 10

### PRESENTS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : madame Laurette DENQUIN, messieurs Charles ADOLPH, Serge AUDONNET, Raymond CHALMET, André DUCROT, Bernard JAMET, Guy LAINE;  
COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNON BOISCHAUT CHER : messieurs Jean Marie BROCHARD, Christian FAUCHER, Jean GUILLOT ; Eric JULLIEN ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : : monsieur Richard KOWALYSZIN ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TERRES DU GRAND MEAULNES : messieurs Dominique DUBREUIL, Jacky PEDARD ; COMMUNAUTE DE COMMUNES BOISCHAUT MARCHE : madame Sylvie DERIAUD ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : messieurs Jean Pierre BLEVIN, Olivier HURABIELLE, Michel POUILLARD ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : messieurs Robert BELLERET, Thierry PORIKIAN ; COMMUNE DE LUGNY CHAMPAGNE : monsieur Régis DU FAYET DE LA TOUR ;

### POUVOIRS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : monsieur Serge LAURENT a donné pouvoir à monsieur Olivier HURABIELLE, monsieur Pierre DUCASTEL a donné pouvoir à monsieur Michel POUILLARD

### ABSENTS ; EXCUSES

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : monsieur Didier VANDEPORTA ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : messieurs Daniel APIED ; Michel MONSEAU ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TERRES DU GRAND MEAULNES : monsieur Michel LACOMBE ; COMMUNAUTE DE COMMUNES BOISCHAUT MARCHE : monsieur Philippe AUCLAIR, Claude NERMOND ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : monsieur Alain LAROCHE ; SIVOM SANCERGUES/SAINT-MARTIN DES CHAMPS : messieurs Jean-Luc CHARACHE, André DELAVAUT ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS CHARITOIS : monsieur Jacques BRUNET ;

Après constatation du quorum, le président ouvre la séance à 9 heures 30.  
Monsieur olivier HURABIELLE est nommé secrétaire de séance.

# SMIRTOM DU SAINT AMANDOIS

## COMITE SYNDICAL

-----  
**Séance du 8 octobre 2013**  
-----

Délibération n° 2013-DC00017

### ***ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2014***

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L2312-1 du chapitre II du CGCT sur l'adoption du budget,

Attendu que l'action des collectivités locales est principalement conditionnée par le vote de leur budget annuel,

Attendu que le débat d'orientations budgétaires constitue la première étape du cycle budgétaire imposé aux collectivités de plus de 3500 habitants,

Le débat d'orientations budgétaires, prévu à l'article L2312-1 du code général des collectivités territoriales a pour objet de permettre aux élus de définir les grandes orientations du budget. Il doit, en conséquence, se situer dans des délais tels que le président puisse tenir compte de ces orientations lors de l'élaboration du budget, mais être suffisamment proche du vote du budget pour que ces orientations ne soient pas remises en cause avant ce vote par des événements ou des évolutions susceptibles d'influencer sur l'activité ou la gestion du service public de collecte et de traitement des ordures ménagères et déchets assimilés.

Au vu de ces éléments d'appréciation, l'assemblée délibérante fixera ainsi les grandes orientations à venir pour l'exercice 2014. Même si un tel débat n'a pas en lui-même de caractère décisionnel, la jurisprudence lui reconnaît la qualité de formalité substantielle dont l'absence entache le vote du budget primitif d'illégalité.

Je vous propose donc d'étudier les grandes lignes de notre préparation budgétaire par l'analyse de l'évolution des principaux postes des sections de fonctionnement et d'investissement.

∞ ∞ ∞

L'année 2013 est la troisième année de facturation en redevance incitative à la réduction et au tri des déchets, mais c'est aussi la consolidation de nos résultats de collecte, de tri et de traitement tant en porte à porte que sur les déchetteries.

La particularité de 2013 est la mise en place de la base de données unique qui permettra une bien meilleure gestion des missions du syndicat et la préparation des évolutions attendues sur le financement des déchets. C'est aussi l'acquisition de deux camions supplémentaires, une mini benne pour la collecte du carton et un poids lourd d'occasion pour le broyage des déchets verts.

Le syndicat poursuit son programme de prévention pour 5 ans avec l'ADEME pour réduire de 7% la production de nos déchets avec un effort sur la sensibilisation au geste de tri et à la réduction des déchets par des interventions sur le terrain (habitat collectif, écoles, associations).

Toutes ces actions s'inscrivent dans les obligations des lois Grenelle 1 et 2 sur la réduction de la production des déchets ménagers, l'augmentation du recyclage matières et organique, la diminution des quantités de déchets stockés, l'obligation d'intégrer une part variable dans la redevance prenant en compte la quantité de déchets des usagers.

Comme l'année dernière, 2013 a vu un retard dans la réalisation du projet de déchetterie en raison des difficultés techniques d'accès au terrain, des modifications législatives sur les déchetteries et ICPE et des contraintes du POS de Drevant.

L'année 2014 sera consacrée à doter le syndicat d'une déchetterie et d'un site technique pour augmenter notre autonomie vis-à-vis des prestataires et d'optimiser au mieux le recyclage et la valorisation matières, la fabrication de granulés de biomasse ou bûchettes afin de maîtriser nos coûts de traitement. Ces installations feront l'objet d'études complémentaires tant financières que techniques ainsi qu'administratives (étude d'impact et enquête publique)

## **I- SECTION DE FONCTIONNEMENT**

### **A) DEPENSES :**

#### **1) Estimation de l'évolution du contrat de prestations avec la société SITA CENTRE OUEST**

\* CC : corps creux    \* OMR : ordures ménagères résiduelles

<b>Forfait 10 000 Tonnes OMR* 1 700 Tonnes CC*</b>	<b>OB 2013</b>		<b>OB 2014</b>
<b>Collecte</b>	3 299 820 €		3 301 873 €
<b>Transfert CC</b>	123 282 €		122 963 €
<b>Tri à 1700t</b>	416 540 €		416 500 €

<b>Traitement 8700t</b>	581 424 €	<b>Traitement 8200 t</b>	500 200 €
<b>TGAP 20 €/T</b>	174 000 €	<b>TGAP 10 €/T</b>	82 000 €
<b>Total HT</b>	4 595 066 €		4 423 536 €
<b>TVA 7%</b>	321 654 €	<b>TVA 10%</b>	442 353 €
<b>Total</b>	4 916 720 €		4 865 889 €

Le coût de collecte, tri, traitement des ordures ménagères varie de 50 831 € par rapport aux orientations budgétaires 2013 soit une baisse de 1,03 %. Le nouveau marché de tri et traitement impacte fortement sur les coûts de traitement des OMR mais malheureusement pas sur les coûts de tri. L'augmentation de la TVA de 7 à 10% est compensée par la prise en charge par le prestataire d'une partie d'augmentation de la TGAP et les coûts de traitement sur le centre d'enfouissement d'Orval. Toutefois, le lobbying fait par certains pour harmoniser la TGAP au niveau de l'Europe peut nous réserver des variations importantes de cette taxe dans les mois qui viennent.

Les dépenses au 611 sont à compléter des coûts de traitement des déchets suivants : bois classe B pour 30 000 €, DIB pour 321 400 €, déchets verts pour 32 000 € et des DMS pour 118 000 €. Ces montants peuvent évoluer en fonction des résultats de l'appel d'offres sur le traitement des produits des déchetteries et de l'impact des éco-organismes Eco-DDS et Eco-mobilier.

Il faut ajouter les dépenses diverses suite aux divers contrats pour 55 000 €, ainsi que le coût de fonctionnement de la RI pour 271 000 €.

Le budget de l'article 611 est estimé à 5 693 289 € en 2014 en lieu et place de 5 683 820 € prévus en 2013 soit une hausse de 0,16 % par rapport aux orientations budgétaires 2013.

## **2) L'état de la dette**

Pour 2014, la charge de la dette s'élèvera à 558 096 € se répartissant de la manière suivante :

- Intérêts : 87 166 €
- Capital : 470 930 € (Budget investissement)

Soit une dépense de 9,30 € par habitant en 2014. Le coût total des emprunts avec les intérêts sera de 35,55 € par habitant au 31 décembre 2014.

Cette dette concerne 7 prêts du SMIRTOM du SAINT-AMANDOIS : 1 prêt Dexia Crédit Local et 6 prêts Caisse d'Epargne.

Il conviendra bien évidemment de compléter ces inscriptions des intérêts courus non échus de l'année 2014 et des intérêts inhérents à l'utilisation de la ligne de trésorerie.

## **3) Les charges de personnel**

Pour mémoire, le SMIRTOM est passé de SPA (service public administratif) en SPIC (service public industriel et commercial). A ce titre, il recrute uniquement des personnels dans le cadre de contrats de droit privé.

En 2013, le syndicat a embauché un personnel supplémentaire conducteur SPL pour remplacer un conducteur PL parti en disponibilité. Il a recruté deux personnels en CDI à temps partiel pour assurer le gardiennage des déchetteries (ouverture supplémentaire et temps partiel d'agents).

La masse salariale 2014 sera stable par rapport à l'année 2013.

#### **4) Les charges à caractère général**

Le niveau des charges à caractère général, devrait se maintenir au même niveau que sur le budget 2013 à l'exception des dépenses de carburant qui risquent d'être plus conséquentes. Les coûts de maintenance devraient diminuer.

#### **B) RECETTES :**

Les recettes de fonctionnement reposaient en 2013 sur la redevance des ordures ménagères prévue à hauteur de 6 600 000 €. S'y ajoutaient les retours obtenus d'une part des sociétés de recyclage des matériaux pour 650 000 € (O-I Manufacturing, La Chapelle Darblay, SITA Centre, Ferrolac, CDI Recyclage, Mempontel, etc...) et des aides apportées par nos sociétés agréées ECO-EMBALLAGES, ECOFOLIO, RECYLUM pour 950 000 €.

En 2014, les recettes devraient être en légère hausse par rapport aux résultats 2013 sur la valorisation en raison de la chute mondiale des cours de cette année et la reprise sur les marchés des matières premières et secondaires.

Le décalage très important qui s'opérera entre l'émission des titres relatifs à la redevance incitative et leur perception entraîne la nécessaire réalisation d'une ouverture de crédit pour abonder la trésorerie du syndicat d'un montant global de 3 à 3,5 millions d'euros.

### **II - SECTION D'INVESTISSEMENT**

#### **A) DEPENSES :**

Pour mémoire, l'année 2013 se caractérise par l'acquisition d'un poids lourd d'occasion avec bras afin de compléter la flotte et d'assurer le broyage en déchetteries mais aussi d'une mini benne pour la collecte du carton et des badges et équipements d'identification pour les accès en déchetteries.

Pour l'année 2014, quatre grands chapitres sont à prévoir pour une enveloppe estimée à 850 000 € HT :

- L'achat de conteneurs de tri sélectif et de bacs ordures ménagères pour permettre l'entretien du parc et l'équipement de nouveaux habitants en particulier des communes de Levet et Sainte-Lunaise.
- La mise en place de composteurs individuels.
- La construction de la déchetterie de Drevant en remplacement de la déchetterie provisoire de Saint-Amand-Montrond et des installations pour développer le recyclage et la valorisation matière.
- L'achat d'un moyen de chargement en lieu et place du tracteur agricole.

#### **B) RECETTES :**

Les recettes sur le compte d'investissements 2014 correspondent à l'amortissement, à l'obtention de subventions, au retour du FCTVA et l'emprunt.

L'amortissement des biens acquis est estimé pour un montant de 870 000 €.

Les subventions attendues tant du Conseil général que de l'ADEME sont estimées à 10 800 € chacune pour les composteurs.

La participation des particuliers pour les composteurs est estimée à 15 000 €.

De nouvelles demandes de subventions auprès de l'ADEME et du Conseil Général seront faites pour la déchetterie.

Le retour FCTVA sur les investissements de l'exercice 2013 est attendu à ce jour pour un montant estimatif de 50 000 €.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité, donne acte au président de cette communication.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le président,

Bernard JAMET